

Idées débats, tribunes

Bernard Chavance

ÉCONOMISTE, PROFESSEUR
ÉMÉRITE À L'UNIVERSITÉ
PARIS-DIDEROT

Restaurer le pluralisme en économie, une nécessité démocratique

■ Une uniformisation de la pensée économique est en cours, conduisant au quasi-monopole de conceptions néolibérales portées par les économistes « orthodoxes », aux dépens d'autres approches de la pensée économique. Celles-ci, constitutives du pluralisme nécessaire à une démocratie informée, sont étouffées, notamment via le verrouillage de l'évaluation et du recrutement universitaires. Résultat, un discours monolithique a seul droit de cité s'agissant de problèmes qui affectent la vie de tous les citoyens. L'enjeu est fondamental: le choix des politiques, la délibération démocratique. C'est ce que montre un ouvrage conçu et rédigé dans le cadre de l'Association française d'économie politique (AFEP), « À quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose? », que présente ici l'un de ses auteurs, Bernard Chavance.

Tout citoyen attentif est frappé par la grande uniformité du discours des économistes sur les problèmes contemporains. On a pu croire un moment que la dernière grande crise économique, qui a éclaté en 2008, allait conduire à un réajustement de ce discours – il en est sorti finalement renforcé. À quelques variantes près, l'opinion publique, l'électorat, les partis politiques n'entendent en définitive qu'un son de cloche de la part des experts de la chose économique. Sur les questions qui préoccupent le plus les citoyens, le chômage, les déficits publics, le pouvoir d'achat, les impôts, les retraites..., la délibération démocratique est en souffrance.

L'évolution de l'enseignement et de la recherche universitaires est l'une des causes de cette absence de débats et de choix authentiques. Un courant dominant, le « mainstream », est en voie de monopoliser l'ensemble des leviers de pouvoir et d'influence. Fondée sur la tradition néoclassique, le marché autorégulateur, la concurrence, l'efficacité, la rationalité, cette tendance est devenue impérialiste. Les divers courants de la pensée économique qui ont marqué l'histoire de la discipline et coexisté avec le « mainstream » des différentes époques, voire qui l'ont fécondé – le marxisme, le keynésianisme, l'ins-

titutionnalisme, et bien d'autres –, sont marginalisés sinon tendanciellement exclus de la science économique hégémonique.

Une telle évolution est internationale, elle constitue sans doute une des facettes de la mondialisation. Elle a suscité de nombreuses protestations depuis une quinzaine d'années, de la part des étudiants d'économie de différents pays, frustrés par l'enseignement uniforme qu'on leur dispense et par la coupure de celui-ci vis-à-vis de la réalité. Ils demandent que le pluralisme des théories et des méthodes ne soit pas occulté mais valorisé, et que celles-ci soient mises en perspective avec les réalités historiques et contemporaines.

« PARTICIPANT DE LA MONDIALISATION, L'ALIGNEMENT DE LA PENSÉE EST DÉNONCÉ PAR DES ÉTUDIANTS DE DIFFÉRENTS PAYS DEPUIS 15 ANS. »

UN VERROUILLAGE DISCIPLINAIRE

En France, jusqu'à il y a une vingtaine d'années, le courant dominant coexistait pacifiquement avec d'autres approches minoritaires de la pensée économique, et un minimum de pluralisme subsistait. Deux courants non orthodoxes originaux et créatifs avaient pu se développer: la théorie de la régulation et l'économie des conventions; la pensée postkeynésienne avait sa place. Mais un tournant majeur s'est produit à l'université et dans la recherche, celui du « concurrentialisme » inspiré du « new public management » avec l'idée que les méthodes compétitives et les formes d'évaluation en vigueur dans le monde économique permettraient de rationaliser le secteur public. La doctrine de l'excellence, la concentration des moyens sur un nombre limité de centres pouvant figurer en bonne place dans les classements internationaux ont été à l'ordre du jour. Tout à fait à l'aise dans ce nouveau contexte concurrentialiste, et traditionnellement convaincu de sa propre excellence, l'establishment de la science économique a introduit des modalités d'évaluation des universitaires et des chercheurs qui ont bouleversé en quelques années la formation, le recrutement et la promotion universitaires.



Un classement hiérarchisé des revues où les économistes publient leurs recherches a été établi. En tête figurent les grandes revues anglo-saxonnes du « mainstream », en queue de liste (ou non classées) les revues où les travaux d'approches différentes sont généralement publiés. Il suffit désormais de comptabiliser les revues où un chercheur a publié pour juger mécaniquement de la qualité supposée de ses travaux, de leur pertinence et de leur excellence.

En institutionnalisant des règles taillées sur mesure, le courant dominant de l'économie a ainsi consolidé son propre modèle de référence et entamé un processus silencieux d'exclusion des approches alternatives. Les docteurs, futurs économistes, les candidats à des postes universitaires, les enseignants-chercheurs en place se sont vus contraints de s'aligner sur le nouveau modèle, en intériorisant ses prescriptions. Les effets pervers sont vite apparus redoutables. C'est dans le recrutement des professeurs universitaires, qui possèdent un pouvoir décisif dans le système français,

« 300 UNIVERSITAIRES SONT PRÊTS À RALLIER LA NOUVELLE SECTION "ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ" DEMANDÉE AU CONSEIL NATIONAL DES UNIVERSITÉS. »

qu'ils sont particulièrement visibles : un déclin inexorable des professeurs n'appartenant pas au « mainstream » s'est enclenché, avec des effets cumulatifs dans le temps. Le monolithisme s'est imposé de plus en plus, sur les plans intellectuel et institutionnel.

POUR UN NOUVEL ESPACE PLURALISTE

L'Association française d'économie politique (AFEP), créée en 2009, a lancé un contre-mouvement afin d'inverser cette mécanique infernale de l'uniformisation de l'ensei-

gnement et de la recherche, préjudiciable à l'analyse et au débat informés en économie. Elle demande la création d'une nouvelle section du Conseil national des universités (CNU), « Économie et société », qui complète la section « Sciences économiques » existante – afin de rouvrir un espace pour la recherche et l'enseignement d'une économie réflexive, plurielle et ouverte sur les sciences sociales. C'est au CNU que, dans le système français, s'effectue la « qualification » des candidats aux postes de maîtres de conférences ou de professeurs, et que le verrouillage par le courant dominant s'est imposé, avec ses critères d'évaluation exclusivistes. 300 universitaires en place, en grande majorité des maîtres de conférences, ont déclaré qu'ils se rattacheraient à cette nouvelle section si elle était créée.

Le diagnostic de déclin du pluralisme en économie est irréfutable, et les statistiques produites par l'AFEP pour l'illustrer n'ont pas été mises en cause. En décembre 2014, le secrétariat d'État à l'Enseignement et à la Recherche informe que le décret de création d'une nouvelle section d'économie va être signé. Branle-bas de combat dans l'establishment ! Le président du CNU de sciences économiques menace de démissionner, le conseiller du président de la République, Philippe Aghion, téléphone à qui de droit, le récent prix « Nobel » français d'économie Jean Tirole écrit personnellement à Geneviève Fioraso (alors secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur – NDLR) pour lui dire qu'on va ainsi immanquablement ouvrir la porte à « l'obscurantisme ». Les champions de la concurrence haïssent l'idée d'affaiblir leur propre monopole. Le décret ne sera pas signé.

Notre manifeste conte cet apologue édifiant et discute ses plus larges enjeux. Soutenu par une pétition (plus de 5000 signatures) et nombre de grands noms de l'économie et des sciences sociales, français et internationaux, le combat continue, pour la survie du pluralisme et des débats entre différentes interprétations et prescriptions pour l'économie et la société. ★

POUR EN SAVOIR PLUS



« À QUOI SERVENT LES ÉCONOMISTES S'ILS DISENT TOUS LA MÊME CHOSE? MANIFESTE POUR UNE ÉCONOMIE PLURALISTE », SOUS LA DIRECTION D'ANDRÉ ORLÉAN, POUR L'AFEP, ÉDITIONS LES LIENS QUI LIBÈRENT, 2015, 112 PAGES, 10 EUROS.

Conçu comme un cri d'alarme, ce percutant ouvrage montre comment l'approche « néoclassique », devenant courant dominant dans la pensée économique, s'est transformée en orthodoxie, et ce que cela fait à la vie démocratique. Il met au jour les rouages d'un processus d'étouffement de la diversité des conceptions économiques, celle-là même qui permet de s'informer, de penser et de choisir s'agissant de problèmes désignés comme préoccupations principales par les Français : crise financière, chômage, déficits publics, pouvoir d'achat, impôts, retraite, logement... Les auteurs, appelant à la restauration du pluralisme en économie, sont d'ores et déjà soutenus par plus de 5000 signataires, en France et à l'étranger, non seulement économistes, mais aussi sociologues, philosophes, juristes et « simples citoyens ».

Pour signer la pétition en ligne : <http://assoéconomiepolitique.org>.